

Pourquoi les partis traditionnels ne comprennent quasiment rien au moteur actuel du vote FN (et non, il n'y a pas que le contexte des attentats)



Alors que le FN est donné gagnant dans 6 régions dans les intentions de vote au premier tour des régionales, le risque de voir l'extrême droite l'emporter n'a jamais été aussi proche. A l'image de Jack Lang hommes politiques de gauche comme de droite attaquent. Sans résultat. Et pour cause, il y a peut-être erreur sur le diagnostic. Petit manuel de survie à l'intention des partis traditionnels.

Avec Serge Federbusch

Avec Raul Magni
Berton

Ce qui fait en partie le succès du Front national, avant même l'adhésion à ses idées et souvent même sans leur donner du crédit, ne réside-t-il pas dans le fait que ce parti est perçu comme celui incarnant un "vrai" projet d'alternative ?

Serge Fédérbusch : Tout d'abord, le sentiment est largement répandu que le duopole Républicains/PS, au pouvoir depuis plus de trente ans, n'est qu'une alternative de façade. Ainsi, les récentes déclarations de Nicolas Sarkozy, qui avance comme des mesures fortes un rétablissement de la défiscalisation des heures supplémentaires ou un report à 63 ans de l'âge minimum de départ à la retraite, ne peuvent que renforcer le sentiment d'une différence ténue entre ces deux formations. Ce mouvement de balancier serait supportable si les bilans des gouvernements émanant de ces formations étaient probants. Or, ils sont pitoyables : la France s'endette de plus en plus pour toujours moins de croissance, avec des impositions de plus en plus élevées et des chômeurs toujours plus nombreux. Dans ces conditions, il est parfaitement logique et rationnel qu'une large fraction de l'électorat soit tentée d'aller voir ailleurs. Or, si l'extrême gauche de Mélenchon ou des écologistes a collaboré dans le passé avec les socialistes, le Front national est vierge de toute participation aux affaires nationales. C'est donc vers lui que l'électorat le plus protestataire va se tourner. La diabolisation du FN et la dénonciation de l'incompétence de ses dirigeants passent de moins en moins bien faute pour ses détracteurs d'afficher des résultats dont ils puissent se prévaloir.

Autre facteur déterminant : PS et Républicains, de plus en plus discrets car mal à l'aise sur le sujet, restent fidèles aux principes d'une Union européenne frappée d'un discrédit croissant. Tant que ces formations n'auront pas osé franchir le pas d'une dénonciation radicale de Schengen et de l'euro, ils ne pourront recoller à une opinion de plus en plus critique.

Enfin, bien sûr, il y a le sujet de l'immigration pour lequel le Front national est seul à avoir un mot d'ordre simple : stop aux nouvelles entrées. Comme pour l'Europe, les Républicains paient auprès d'un électorat qui y est très sensible le fait de ne pas assumer clairement un choix radical en ce domaine.

Bref, en temps de crise, un nombre grandissant de Français sont à la recherche de dirigeants désinhibés. Les Républicains sont frileux. Sarkozy avait siphonné les voix du FN en 2007 parce que, justement, il paraissait s'être libéré de ce que l'électorat de droite et plus largement l'électorat populaire perçoit comme de la bien-pensance.

Raul Magni Berton : On pourrait répondre par l'affirmative car les idées du FN en font un projet alternatif. Les aspects les plus stigmatisés du Front National ne sont pas forcément ce pour quoi ils ont de plus en plus d'électeurs. Ce qui pousse des Français à se tourner vers le parti d'extrême droite de Marine Le Pen peut être résumé en deux points qui confirment l'idée que le FN est perçu comme une alternative. Il y a tout d'abord le protectionnisme-anti-mondialisation. Le second point est l'idée de souveraineté.

Dans la recherche, on constate qu'il y a en Europe des partis qui sont nés et qui se sont développés pendant la crise. Parfois ils sont de gauche, parfois de droite. Mais qu'ils soient d'un bord ou de l'autre de l'échiquier, **ils transmettent l'idée qu'aujourd'hui les électeurs sont en réalité dépossédés de leur pouvoir**. L'idée qu'ils développent est que l'essentiel du processus de décision se fait ailleurs, à savoir au-delà des frontières du pays. Donc ces partis revendiquent la capacité de redonner du pouvoir à la base mais aussi de protéger au niveau national. Ce qui est étonnant, c'est, qu'en temps de crise, le parti qui est au gouvernement va perdre des voix en faveur du parti d'opposition. C'est donc normalement une logique binaire qui s'impose. Sauf que l'on observe que chez les électeurs qui pensent que le gouvernement n'a plus trop d'impact sur la politique, les voix perdues par ce gouvernement ne vont plus à l'opposition mais se dirigent vers des partis protestataires. Ils sont alors perçus comme étant la seule alternative. En France, c'est le FN qui a hérité de ce rôle. Mais l'extrême gauche aurait tout aussi bien pu en profiter comme ce qu'a fait Syriza en Grèce, Podemos en Espagne ou le Mouvement des Cinq Etoiles en Italie.

Le FN est le parti du changement. Si l'électeur perçoit que, quelque soit le parti au pouvoir, la situation ne changera pas, il est clair qu'il va opter pour un parti anti-système. Et le FN le sait. Il en joue d'ailleurs en clamant haut et fort que les autres partis sont identiques entre eux. C'est le fameux "UMPS". A partir du moment où les partis traditionnels sont perçus par les électeurs comme proches, alors le FN se détache en tant que parti possédant un projet d'alternative global du système politique.

D'ailleurs **la différence majeure avec la présidentielle de 2002 c'est qu'on est passé d'un vote protestataire à un vote alternatif**.

Comment expliquer que le FN bénéficie de ce mécanisme plus que tout autre parti, en particulier de la droite traditionnelle qui est pourtant bien dans l'opposition ? Pourquoi les autres forces politiques ne sont-elles pas créditées de la même capacité à incarner cette promesse de changement ?

Serge Féderbusch : Une fois encore, beaucoup de Français ne sont pas du tout persuadés que les Républicains incarnent une véritable opposition. Pourquoi ? Je crois que les dirigeants de ce parti restent complexés vis-à-vis du qu'en-dira-t-on médiatique. **Prenons par exemple la récupération cynique par Hollande de l'émotion créée par les récents crimes islamistes à Paris. La faillite gouvernementale dans ce domaine est totale. Les députés Républicains l'ont d'ailleurs dit à l'Assemblée lors du premier débat. Aussitôt, les médias à la solde du pouvoir ont poussé les hauts cris en les faisant passer pour d'odieux personnages irrespectueux des victimes et de l'union nationale. Et hop ! Complexés, ces députés ont aussitôt présenté des excuses.** Quelle erreur ! Ils auraient dû au contraire argumenter et persister à dénoncer les carences du gouvernement, son incroyable passivité face à l'islamisme en France. S'ils s'étaient battus, l'opinion se serait retournée en leur faveur et contre Hollande mais ils se sont couchés et ont perdu sur tous les tableaux. Ils sont encore victimes du politiquement correct et ne parviennent pas à se libérer de la peur de déplaire. Donc, ils ne plaisent pas. Le Front national, lui, est dans une situation ultra-confortable : même s'il ne dit rien sur le sujet les Français interpréteront son silence comme une critique virulente des socialistes et de leur laxisme. Il joue sur du velours, comme on dit au casino.

Raul Magni Berton : La position du FN par rapport à la question de la protection vis-à-vis de la crise migratoire mais aussi plus largement du commerce extérieur dans le cadre de la mondialisation est essentielle. Aujourd'hui les entreprises sont plus dépendantes de ce commerce extérieur ce qui peut permettre des mécanismes de croissance mais aussi des faillites. Donc le message de défense du Front National contre l'extérieur tout comme celui de redonner du pouvoir et un poids politique aux électeurs peuvent séduire. Gauche et droite traditionnelles ont opté pour un accompagnement de cette mondialisation même si celui-ci fait des victimes. Dès lors le moindre message de protection séduit les personnes sensibles à la question. Le FN en a joué en affirmant que les politiques seront décidées en France mais aussi que les frontières seront moins perméables. Et le lien est évident. Si on ouvre les frontières, on accepte que la politique nationale soit moins décisive.

Il y a un autre point plus ancien qui s'appelle **le mécanisme des partis cartel**. **Quand les alternances entre deux grands partis se succèdent, il arrive un moment où, en dehors des périodes électorales passées à guerroyer, ils se mettent à coopérer pour se protéger contre les tiers partis qui pourraient naître**. Par conséquent, les systèmes de financement public aux partis, le système de regroupement électoral sont généralement pensés pour protéger les gros partis contre la concurrence des petits. Ainsi, les partis qui étaient très dépendants auparavant de leurs militants, notamment sur la question des financements, ne le sont plus. Les gros partis deviennent dépendants des voix, qui donnent accès à de l'argent public, et non plus de leur base. A ce titre, il n'y a presque plus de militants. Mais forcément les deux grands partis deviennent petit à petit moins attirants et de plus en plus perçus comme élitistes. A cela s'ajoute la peur des électeurs qui ont l'impression de perdre leur pouvoir.

Et pourquoi les Républicains ne sont pas perçus comme une formation alternative alors qu'ils sont en position idéale de contester la politique gouvernementale ?

Raul Magni Berton : Ils pourraient sans doute avoir une autre approche. Cela a été le cas lors de la toute première partie du mandat de Nicolas Sarkozy à la tête de l'Etat. Il avait vu que le problème résidait dans le manque de militantisme. Le problème c'est que ce mouvement initié n'a pas été suffisamment solide pour tenir assez longtemps après les élections. Cette tentative ne s'est pas inscrite

dans le temps car pour réussir à inscrire dans le temps cette hausse du nombre de militants, il fallait leur donner du pouvoir. Or **pour donner du pouvoir, il faut en perdre soi-même. Et c'est très difficile à accepter.** Il y a toujours quelqu'un qui ne voudra pas. L'organisation est ainsi faite qu'il est difficile de donner du pouvoir.

Que dire de la gauche et notamment de l'extrême gauche qui aurait pu être à la place du FN aujourd'hui dans la position d'alternative ?

Raul Magni Berton : Du côté socialiste c'est exactement le même mécanisme que pour les Républicains. Au moment où s'est faite l'ouverture internationale avec un certain renoncement à sa souveraineté, le PS a suivi le mouvement. Après effectivement il y a l'extrême gauche qui aurait pu en sortir gagnante. Mais celle-ci est extrêmement divisée en France. De plus, c'est un fait, **les électeurs pauvres votent Le Pen et pas Mélenchon.** La raison est simple : Mélenchon a un comportement assez proche de la gauche traditionnelle, d'ailleurs c'est un ancien socialiste. C'est vrai qu'il a des mots forts mais son idole politique c'est François Mitterrand. Mélenchon ne propose pas réellement un message clair de type "protection" contre les menaces extérieures. Sur la question de l'Euro, des produits français ou encore des frontières, son discours n'est pas totalement discordant des positions socialistes.

La montée du FN ne vient-elle pas, en partie, du fait que les partis traditionnels ont fait une erreur de diagnostic sur les causes de poussée du FN? N'ont-ils pas trop pensé que si le FN montait, et continue de monter, c'était parce que les idées du FN progressaient alors qu'en réalité celui-ci progresse parce que il a réussi à incarner en France la solution du changement ?

Serge Féderbusch : Naturellement, les partis dits traditionnels ont du mal à comprendre la situation parce qu'elle implique une autocritique profonde. La France est confrontée à des périls graves et, pendant ce temps, les Français sentent que ce qui préoccupe avant tout les dirigeants Républicains c'est de se positionner les uns par rapport aux autres avant les Primaires. Ils se surveillent, se censurent et, du coup, deviennent inaudibles.

Ce que Sarkozy, Juppé ou Fillon devraient faire, c'est se lâcher vraiment et oublier leurs concurrents pour ne plus penser qu'à formuler des propositions fortes sur les seules questions qui comptent désormais : le chômage, l'Europe, l'islam et l'immigration. Tout le reste est poursuite de vent comme on lit dans la Bible.

Ils parviendraient peut être alors à montrer que le FN n'est pas crédible quand il veut à la fois fermer les frontières et relancer les dépenses publiques et l'Etat providence. Une part importante de l'électorat est à même de comprendre que cela aboutirait très vite à une situation de type argentine : hyper-inflation et faillite. **Mais, pour être audible dans cet exercice de critique du discours frontiste, il faudrait au préalable qu'ils reconnaissent que la technocratie européenne, l'islam réactionnaire ou l'impuissance des politiques migratoires deviennent odieux à un nombre grandissant de Français, ce que le Front national est seul à traduire ouvertement.**

Raul Magni Berton : Il faut dire que plus que les électeurs c'est le Front National qui a changé au cours de ces vingt dernières années. Aujourd'hui le FN est devenu beaucoup plus social en fait. Et il ne l'est pas devenu par hasard. **Quand on voit l'évolution depuis 40 ans, on est arrivé à une situation où l'égalité et les questions sociales sont apparues comme très importantes au sein de l'opinion. En réalité le FN n'a fait que surfer sur cette vague là,** ce que les autres partis n'ont pas su faire. Ils n'ont pas pu le faire pour être tout à fait précis puisque cela impliquait de prendre de la distance avec les accords Schengen. Lorsque François Hollande a voulu augmenter l'imposition des plus riches, il a du rapidement faire machine arrière car étant donné la réalité de l'Europe et de la mondialisation, les grandes fortunes de France menaçaient de quitter le territoire national. On voit bien que les deux grands partis sont dans une impasse.

En se trompant de diagnostic et donc en mettant en place des solutions erronées, les partis traditionnels n'ont-ils pas fait encore plus monter le Front National, en tout cas avec une telle ampleur ? Le FN en joue-t-il ? Comment et que risque-t-on? Les Français n'expriment-ils pas ainsi qu'ils ne veulent pas nécessairement des discours techniques démontant le programme du FN, ni de discours d'ordre moral ?

Serge Féderbusch : Il n'y a pas trente six solutions, à mon humble avis. **Il faut que ces partis disent clairement que, désormais, le peuple doit parler et trancher : qu'un référendum doit décider de la réduction du nombre d'élus et des dépenses publiques, un autre de la politique migratoire, un autre de la réaffirmation d'une laïcité sans concession et un dernier de nos engagements européens.** Ce recours solennel à la souveraineté populaire est la seule manière désormais de leur redonner de la crédibilité, de les ressourcer à la démocratie. Sinon, que ce soit en 2017 ou en 2022 au plus tard, ils sombreront. **Du reste, il suffirait d'un ou deux massacres islamistes supplémentaires, du tassement d'une croissance déjà poussive et d'une pluralité de candidats à droite du fait de Primaires ratées, pour que, dès 2017, Marine Le Pen soit élue face à une gauche démonétisée et un droite atomisée.**

Raul Magni Berton : Les partis traditionnels ont lutté contre le FN en le stigmatisant systématiquement. D'une certaine façon ça a marché et ça marche encore. Donc ce n'est pas une si mauvaise stratégie. Quand on fait des enquêtes d'opinion on demande notamment aux électeurs quelle est la chance qu'ils votent pour chacun des partis de l'échiquier. Et encore maintenant, les gens disent très peu s'ils vont voter FN. Le FN reste largement sous-représenté dans les études brutes. Il faut toujours appliquer des coefficients importants pour se rapprocher de la réalité. En outre, le nombre de personnes qui disent qu'ils ne voteront jamais FN est toujours majoritaire. En somme, le plus grand parti de France, si l'on ne compte que les votants, reste le parti anti-FN. Donc il y a toujours en France un rejet assez important du FN.

En ce qui concerne le discours technique utilisé pour démonter le discours du FN, il n'y a pas de spécificité française. La défense des partis traditionnels est toujours de jouer sur la notion de compétence. Ils tentent de montrer que le nouveau parti qui arrive à leur niveau électoral a peut-être des idées différentes mais ça ne marchera jamais. Ils affirment aussi haut et fort que si le nouveau parti arrive aux affaires, il n'y aura plus de billets dans les banques. C'est un discours classique. Comme les propositions du FN vont très loin, les partis traditionnels ne peuvent pas s'aligner. **D'une certaine façon, dire que ce parti n'a pas les compétences requises pour gouverner reste peut-être la seule option pour ces formations classiques.**

On retrouve cette logique de défense en Espagne, en Italie mais aussi en Grèce. Le nouvel enjeu est de dire : "Qui sait faire ça?" et non "Quelle politique propose-t-on?" Et cette logique est d'autant plus forte qu'en temps de crise, on recherche des experts. Donc la défense technocratique marche encore largement quoiqu'on en dise car les gens ont peur de se tromper et de provoquer une catastrophe. Ils ne veulent pas devenir la Grèce de demain. Les partis de gouvernement ont beaucoup joué sur cette rhétorique. **Certes, les Français n'aiment pas les technocrates mais ils votent quand même pour eux.** Le problème c'est que cet argument de l'incompétence marche temps que le parti alternatif n'atteint pas le pouvoir.

Quelle serait la solution pour la gauche ou la droite de gouvernement pour lutter efficacement contre la hausse du FN ? La solution ne serait-elle pas pour les partis traditionnels de réussir à convaincre plutôt qu'à moraliser les Français et leur prouver qu'ils sont réellement capables de les sortir du marasme ?

Raul Magni Berton : Je vois deux réponses possibles. La première est de répondre aux peurs des Français. Pour cela, les partis de gouvernement doivent davantage s'ouvrir à leur base et à leurs inquiétudes. Mais cela signifie aussi de faire des politiques un peu plus originales au sens de différentes de ce qui a été fait jusqu'à présent, de plus pragmatiques peut-être. Par exemple en se dégageant un peu des structures supranationales. C'est le cas aux Etats-Unis. Ils font des mesures très protectionnistes lorsqu'ils en ont besoin. Par ailleurs, ils peuvent aussi suivre jusqu'à un certain point les élus Suisses qui ont une grande capacité de réaction face aux peurs de leurs concitoyens. Par exemple lorsque des soucis de redistribution ont été mis en avant, les PDG ont été imposés au maximum. Même chose pour les minarets qui ont été supprimés pour répondre à la peur envers l'Islam. **Même si ce sont des décisions fortes, celles-ci calment les gens et les rassurent. Mais la France ne parvient pas à faire cela.**

L'autre possibilité c'est de **laisser gagner le FN au niveau local pour qu'ils se retrouvent dans la situation où ils doivent jouer le jeu comme les autres.**